



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la protection des populations**

Service environnement et sous-produits animaux

ANGERS, le 31 mars 2026

Cité Administrative
49047 ANGERS Cedex 01

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FROMENT (SCEA DU)
103, La Chesnaie
CHAZÉ-HENRY
49420 OMBRÉE D'ANJOU

Références : 2026_03_19 rapport-complet SCEA DU FROMENT

Code AIOT : 0054900502

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2026 dans l'établissement FROMENT (SCEA DU) implanté à La Fromentinière - CHAZE-HENRY - 49420 Ombree d'Anjou. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle a été réalisé dans le cadre du suivi des élevages dit IED (émissions industrielles) et dans celui de l'action nationale "forages".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FROMENT (SCEA DU)
- La Fromentinière - CHAZE-HENRY - 49420 OMBRÉE D'ANJOU
- Code AIOT : 0054900502
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui.

Élevage de poulets dans deux poulaillers sur sol en béton et valorisation des effluents sur le parcellaire autorisé.

Thèmes de l'inspection : • AN26 Eau Ouvrage Agri Agro / Bref SA

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés

par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Aménagement des locaux - Imperméabilité - Étanchéité	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I	Demande d'action corrective	6 mois
6	Stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	Demande d'action corrective	1 mois
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Demande d'action corrective	3 mois
9	Stockage et rétention	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	Demande d'action corrective	6 mois
11	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Demande d'action corrective	1 mois
12	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19	Demande d'action corrective	3 mois
16	Élimination des déchets, médicaments vétérinaires et sous-produits	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35	Demande d'action corrective	1 jour
17	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
18	Émissions atmosphériques d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité de l'installation à la demande d'autorisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	Sans objet
2	Intégration dans le paysage et propreté	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	Sans objet
3	Préservation de la biodiversité	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 7	Sans objet
4	Propreté - Insectes - Rongeurs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Sans objet
7	Accessibilité de l'installation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12	Sans objet
10	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (limitation)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17	Sans objet
13	Collecte des eaux de pluie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24	Sans objet
14	Rejets directs d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25	Sans objet
15	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux d'aménagements et d'extension sont désormais terminés.

La gestion du stockage des effluents est à améliorer afin de respecter les exigences réglementaires en tout temps, à savoir l'étanchéité de la fumière nécessite d'être corrigée (collecte de l'ensemble des jus) ainsi que celle de la fosse rectangulaire avec une remise en état du dispositif de contrôle du drainage sous l'ouvrage nécessite d'être amélioré.

Ces non-conformités ont déjà été relevées lors d'un précédent contrôle de 2020 et aucune amélioration n'a pu être constatée, avec une dégradation de l'état de la fumière.

Par ailleurs, la gestion des eaux de lavage devra également faire l'objet d'actions correctives pour permettre de respecter la réglementation.

La réglementation impose également le contrôle des installations électriques, il devait être réalisé après la phase des travaux (point non contrôlé) ; le rapport de contrôle des installations électriques sera à transmettre au service d'inspection des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.
Constats : Les poulaillers sont implantés conformément au plan et l'élevage de volailles sur litière sur sol en béton. La capacité de l'élevage est respectée avec l'introduction maximale de 25 500 poulets (1 188 m ²) et de 25 214 poulets (1 174 m ²) soit 50 714 poulets pour 54 000 autorisés depuis l'extension. Le fumier et les eaux de lavage sont valorisés par épandage sur le parcellaire autorisé. Depuis la mise en place des sols en béton, il est procédé à un paillage à l'aide de miettes de paille (2 T)

<p>et à la complémentation de bouchons de paille en cours de lot (1 T). Cette pratique apporte toute satisfaction et génère une réduction importante du volume d'effluent (baisse d'environ 40 %) pour une masse identique.</p> <p>Ainsi, l'autonomie de stockage se trouve améliorée pour une production avicole similaire.</p> <p>La production est orientée en poulets (matériel adapté uniquement à cette espèce) qui est standard ou alourdie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Intégration dans le paysage et propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.</p> <p>L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les abords des poulaillers sont correctement entretenus et il existe deux dalles en béton pour le curage des bâtiments qui nettoyées après usage.</p> <p>La végétation limitrophe de la zone d'élevage est identique et il existe une petite bande boisée sur la face est du site.</p> <p>Les travaux d'aménagement et d'extension sont terminés et il existe un dépôt de matériels non utilisés au nord du site. Cet amas sera à évacuer ou à ranger pour maintenir le bon état des abords.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Préservation de la biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 7
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées pour préserver la biodiversité végétale et animale sur son exploitation, notamment en implantant ou en garantissant le maintien d'infrastructures agroécologiques de type haies d'espèces locales, bosquets, talus enherbés, points d'eau.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les faces nord et est du site disposent d'arbres bien développés et il existe une bande boisée à l'est du site ainsi que des arbres au niveau du chemin d'accès à l'exploitation (nord). Cette végétation permet le maintien d'une certaine biodiversité et participe à l'intégration paysagère des poulaillers.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Propreté – Insectes – Rongeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.</p> <p>Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'entretien des locaux est réalisé de manière très satisfaisante et aucun désordre n'a été constaté au niveau des sas et de la zone d'élevage (bâtiment situé au nord du site).</p> <p>Il n'a pas été constaté d'infestation d'insectes et/ou de traces d'excréments sur les parois ou le matériel.</p> <p>La lutte contre les rongeurs est effectuée par CTH qui réalise 4 passages par an. Il a été constaté la présence de boîtes pièges sur tout le pourtour des poulaillers et de quelques petites galeries mais aucun cadavre n'est présent. Selon vos propos, il y a parfois quelques souris ou mulots mais aucun désordre majeur sur cette thématique. La lutte mise en place est suffisante et une attention particulière est apportée à cette problématique.</p>

N° 5 : Aménagement des locaux – Imperméabilité – Étanchéité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

Tous les sols des bâtiments d'élevage, de la salle de traite, de la laiterie et des aires d'ensilage susceptibles de produire des jus, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les équipements de stockage et de traitement, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des annexes est conçue pour permettre l'écoulement des effluents d'élevage vers les équipements de stockage ou de traitement. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux sols des enclos, « des volières, » des vérandas et des bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage.

À l'intérieur des bâtiments d'élevage, de la salle de traite et de la laiterie, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins. Cette disposition n'est pas applicable aux enclos, « aux volières, » aux vérandas et aux bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage.

Les aliments stockés en dehors des bâtiments, à l'exception du front d'attaque des silos en libre-service et des racines et tubercules, sont couverts en permanence par une bâche maintenue en bon état ou tout autre dispositif équivalent afin de les protéger de la pluie.

Constats :

Le lavage des poulaillers est réalisé sur litière puis le fumier est curé et emmener sur la fumière avant un balayage du sol et enfin un lavage final du béton. La pente du sol est mono-pente (dans le sens de la longueur) et il existe des bouches avec une canalisation (dans le sol de la dalle pour le poulailler du nord et à l'extérieur pour l'autre) longitudinale qui s'écoule vers les deux fosses couvertes de 3 m³.

A ce jour, les fosses des poulaillers sont remplies au maximum ainsi que la fosse attenante à la fumière. Les deux petites fosses sont en béton et il existe deux trappes de visite pour le pompage. Selon vos propos, le dispositif du poulailler (sud) a été bouché récemment et vous avez dû louer une mini pelle pour accéder au tuyau final d'évacuation. Une partie de cet effluent s'est écoulé sur la surface cultivée en colza (sud) et la zone ne montre pas de reliquat en surface.

Le fumier est évacué en pignon ouest des poulaillers et il est entreposé sur la fumière non couverte deux murs.

La fumière est constituée de panneaux avec joints et il a été constaté la présence de suintements à la jonction des banches et au niveau de l'assise des panneaux notamment sur la face sud de l'ouvrage. Cet effluent s'écoule dans le milieu naturel et des travaux sont à prévoir pour étancher les parois et la zone de contact entre les murs et le sol de la fumière. Au niveau de l'angle sud est de l'ouvrage, il existe une grille d'égouttage et les jus de la zone en béton sont partiellement collectés (présence de jus sur la terre battue située à l'est de l'ouvrage).

La fosse en béton rectangulaire (surface d'environ 22 m²) est semble t-il non étanche (constat impossible compte tenu du niveau de remplissage), car des jus noirs sont présents dans le regard de contrôle de l'ouvrage. Le niveau d'effluent dans ce regard est quasiment identique à celui présent dans la fosse (base communicante) et la pompe de refoulement est hors service. Le tuyau de rejet de cette eau de drainage s'effectue dans le regard d'eau pluviale de la ferme (regard à l'angle sud-ouest de la fumière) et il existe un busage à l'ouest des ouvrages pour le rejet au milieu naturel. Il a été constaté l'écoulement de jus noir dans le fossé depuis cette buse en béton. Ce constat est identique à celui effectué lors du dernier contrôle du 3 juin 2020 et une action correctrice est à prévoir le plus rapidement possible.

La reprise du site et les projets d'aménagements et d'extension du poulailler ont été chronophages et il faut désormais prévoir des travaux pour étancher les ouvrages ou stopper l'utilisation de la fumière par un entreposage du fumier sur la future parcelle d'épandage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
--

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
--

Thème(s) : Élevage, Pollution
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.</p> <p>Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité.</p> <p>Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1^{er} juin 2005 et avant le 1^{er} janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.</p> <p>Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1^{er} janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.</p>
<p>Constats :</p> <p>La fosse rectangulaire est protégée par un grillage tandis que les deux petites fosses enterrées sont couvertes de trappes en béton.</p> <p>Le lavage final est réalisé par vos soins et vous disposez d'un matériel de nettoyage ayant un débit de 2 m³/h soit une production d'eau souillée d'environ 3 m³ par lavage et par poulailler. Ainsi, au regard du volume présent (2 fois 3 m³) et disponible sur place, et de la distance d'éloignement de la fosse rectangulaire (environ 500 m), cela implique un transvasement de l'eau souillée à chaque lavage à l'aide d'une tonne à lisier. Selon vos propos, la vidange est actuellement effectuée à l'aide d'une pompe et d'un tuyau qui déverse cet effluent sur les surfaces attenantes ; cette pratique est interdite et elle doit être stoppée sans délai.</p> <p>La vidange de la fosse rectangulaire a été réalisée en novembre (déclarations) et elle est désormais remplie à son maximum et au-delà de la garde (volume de sécurité = 50 cm en tête de fosse). Cela démontre que cette fosse est alimentée uniquement par les jus de la fumière (collecte partielle) et que le volume produit par le lavage des poulaillers n'est pas transférable dans celle-ci. Je vous demande de prévoir un ouvrage pour les eaux de lavage ou de démontrer la faisabilité du transfert, malgré le constat actuel. Si la démonstration est réaliste, il faudra prévoir une traçabilité de l'utilisation de la tonne à lisier pour le transvasement de cet effluent dans la fosse rectangulaire. L'autonomie de stockage pour l'espèce volailles est de 7 mois au minimum.</p> <p>La pose d'une poche à proximité des poulaillers semble être la solution la plus adaptée à la configuration du site et à votre pratique.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Accessibilité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'accès aux poulaillers s'effectue par un chemin empierré d'environ 450 m puis il existe une zone empierrée pour accéder aux bâtiments. Les véhicules d'incendie et de secours peuvent accéder à la réserve à incendie située entre les deux poulaillers.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 m au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. À défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m ³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés : <ul style="list-style-type: none">- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1 ^{er} janvier 2024. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment : <ul style="list-style-type: none">- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation. Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Constats : Les extincteurs sont présents dans les poulaillers et dans le local du groupe électrogène. L'entretien est réalisé par la Sté TSI de Vern d'Anjou (M. TERRIEN) et les dates sont correctement notées sur les appareils des poulaillers mais peu lisibles sur celui du local groupe. La réserve à incendie est constituée d'une géomembrane au centre du site et il faudra prévoir la pose d'un grillage périphérique de protection (constat similaire au précédent contrôle de 2020). Le volume présent est satisfaisant et l'accès est aisé. Les consignes d'appel sont dans les sas.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Stockage et rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides. I. Tout stockage en réservoir de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double paroi.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs enterrés placés en fosse.

L'exploitant veille au bon état des rétentions.

Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.

II. Tout stockage en récipients mobiles de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits liquides toxiques ou dangereux pour l'environnement en lien avec l'élevage est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand récipient ;
- 50 % de la capacité globale des récipients associés, si la capacité unitaire est supérieure strictement à 250 litres ou pour les produits inflammables ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients.

Les dispositions du présent point sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2024 aux installations existantes ainsi qu'aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet de demande d'autorisation est antérieur au 1^{er} novembre 2022.

Constats :

Le GNR destiné aux cultures est entreposé dans une cuve double paroi et le groupe électrogène dispose d'un réservoir en métal sous le moteur (100 L environ).

Il conviendra de s'assurer auprès du fabricant que cet équipement est en rétention ; Dans la négative, il faudra prévoir la création d'une rétention autour du groupe.

Les bidons de produits dangereux (pictogrammes de dangers ex : poissons morts, arbres morts, etc) sont à mettre en rétention au niveau des sas et de la zone de stockage (local groupe).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (limitation)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

Les dispositions de la présente section s'appliquent aux activités d'élevage de l'installation, à l'exclusion de toute autre activité, notamment d'irrigation.

Le prélèvement, lorsqu'il se situe dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L.211-2 du Code de l'environnement, est conforme aux mesures de répartition applicables.

Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation.
Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.
Constats : L'alimentation en eau s'effectue à partir du forage et il est utilisé pour les volailles, les chevaux et pour les cultures (traitement). L'ouvrage est connu de nos services et il est situé à l'est des poulaillers (parcelle n° 876 et au nord). L'alimentation en eau des volailles s'effectue à l'aide de pipettes avec godet récupérateurs et aucune fuite d'eau n'a été constatée dans le poulailler et au niveau des installations de déferrisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L.214-3 du Code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L.214-18 du même code.
Constats : L'eau du réseau privé est entièrement déferrisée puis elle est distribuée sur l'exploitation. Le compteur est présent au niveau de la bonbonne d'eau (sas du poulailler situé au sud) et le relevé mensuel des consommations n'est pas mis en place. Le compteur indique au 19/03/2026 un volume de 95 142 m ³ .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé
Constats : La tête du forage est protégée par une buse en béton avec couvercle et il existe une margelle de protection. La tête du forage dépasse de la surface du terrain naturel et aucun désordre n'a été constaté sur le niveau de protection. Le réseau public est disponible et il existe un clapet anti retour pour éviter tout retour d'eau dans le réseau public (constat de 2013). L'ouvrage dispose d'une profondeur d'environ 50 mètres et il relève du Code minier. Le site DUPLOS permet de régulariser cette situation et il vous sera attribué un numéro dit BSS (banque sous sol). Les coordonnées Lambert 93 du forage et une copie de la déclaration DUPLOS sera à nous fournir.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Collecte des eaux de pluie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24

Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.
Constats : Les poulaillers disposent de gouttières sur les faces internes du site et de fossés drainants pour les côtés externes. Aucun désordre constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Rejets directs d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les rejets directs d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.
Constats : Aucun rejet direct d'effluent dans les eaux souterraines constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Déchets et sous-produits animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les déchets de l'exploitation, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement. En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié. Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur. Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats : Les cadavres sont collectés chaque jour puis ils sont mis dans un bac sur roulettes réfrigéré avant enlèvement par le service d'équarrissage. Aucun désordre constaté sur cette thématique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Élimination des déchet, médicaments vétérinaires et sous-produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au Code de l'environnement. Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au Code rural et de la pêche maritime. Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. Cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1 ^{er} janvier 2015.

Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite.
Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit.
Constats : Il a été constaté la présence d'une zone d'incinération, à l'est des poulaillers, qui présente quelques déchets de construction. Cette pratique est interdite et doit être stoppée sans délai.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 jour

N° 17 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : Au plus tard le 21 février 2021, « l'exploitant d'une installation visée au I met en œuvre les meilleures techniques disponibles applicables aux installations mentionnées au I. ».
Sans préjudice des dispositions de l'article L.181-14 du Code de l'environnement, l'installation respecte les niveaux d'émission.
L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.
Constats : Dans le cadre de l'application des meilleures techniques disponibles il était prévu la couverture de la fosse rectangulaire à l'aide de paille. Cette couverture n'est pas présente.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 18 : Émissions atmosphériques d'ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. »
Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020.
Constats : La déclaration des émissions polluantes pour l'année 2025 n'est pas encore été effectuée alors que pour les années précédentes, elles ont été réalisées. Le délai est fixé chaque année entre le 1 ^{er} janvier et le 31 mars.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois